ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.086/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 20 décembre 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées dans l'article 74/8, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné le 7 février 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.086/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 20 december 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gelegen op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft op 7 februari 2001 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

L’avis du Conseil d’Etat étant demandé dans le délai d’un mois, il convient de remplacer l’alinéa 5 par les deux alinéas suivants :

"Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d’avis à donner par le Conseil d’Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l’avis 31.086/4 du Conseil d’Etat, donné le 7 février 2001, en application de l’article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d’Etat;".

Dispositif

Article 1er

Cet article étant destiné à grouper les définitions nécessaires à la compréhension du projet d'arrêté, il serait souhaitable de le compléter par la définition du terme "occupants" dont il est question à l'article 4, alinéa 2, du projet.

Article 2

1. Selon l'alinéa 1er, le présent arrêté en projet est applicable "à tous les lieux aménagés afin d'être utilisés de manière permanente comme un des lieux visés à l'article 74/8 de la loi, à l'exception des établissements pénitentiaires.".

Selon le Rapport au Roi, l'arrêté ne serait ainsi pas applicable aux "centres situés à la frontière pour les étrangers ne remplissant pas les conditions requises pour l'entrée sur le territoire. Il s'agit du Centre INAD (passagers inadmissibles).".

Il y a lieu d'observer tout d'abord que cette exception ne ressort pas directement de l'article 2, alinéa 1er; elle résulte de la lecture conjointe de cette disposition avec l'article 4. Pour toute sécurité, l'exception devrait être expressément inscrite dans l'article 2.

En outre, le lieu situé aux frontières où est maintenu l'étranger, qui, conformément à la loi, peut être refoulé par les autorités chargées du contrôle aux frontières, fait l'objet de l'article 74/5, § 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Il est donc également visé par l'article 74/8, § 2, qui constitue le fondement légal du présent projet.

S'il peut se concevoir que le Roi fixe, fût-ce dans des arrêtés distincts, des règles de fonctionnement qui varient selon le type de centres ou selon la situation

juridique des personnes qui y séjournent, pour autant que les différences de traitement qui en résultent soient susceptibles de justification raisonnable, par contre, il ne saurait être admis que le Roi s'abstienne, pour certains centres, de définir leurs règles de fonctionnement.

Il en est d'autant plus ainsi que, comme la section de législation l'avait observé dans son avis 26.967/2, donné le 8 juillet 1998, sur un projet d'arrêté royal "fixant les principes généraux relatifs au régime et aux règles de fonctionnement applicables aux lieux, situés sur le territoire belge et gérés par l'Office des Etrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu en application des dispositions visées à l'article 74/8, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", face au risque de violation des droits fondamentaux que constitue toute privation de liberté, l'autorité normative a l'obligation positive d'arrêter des règles de fonctionnement des lieux de détention qui garantissent l'effectivité des droits reconnus aux personnes détenues.

Sauf à démontrer que les centres exclus du champ d'application du présent projet doivent être soumis à un régime fondamentalement distinct, l'article 2, alinéa 1er, est discriminatoire, dès lors que ne sont pas offertes aux personnes qui séjournent dans ces centres des garanties du respect de leurs droits fondamentaux, équivalentes à celles prévues par le projet.

Quant à l'exclusion des établissements pénitentiaires du champ d'application du projet d'arrêté, elle ne saurait être interprétée comme autorisant le maintien dans des établissements pénitentiaires de personnes détenues exclusivement parce qu'elles font l'objet des mesures visées à l'article 74/8, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980.

2. A l'alinéa 4, il n'y a pas lieu de prévoir une approbation distincte du directeur général de l'Office des étrangers, dès lors que celui-ci est soumis à l'autorité hiérarchique du ministre.

Par ailleurs, les mots "sanctionné par le Ministre" sont inadéquats. Mieux vaudrait rédiger cette disposition comme suit :

"Le règlement d'ordre intérieur est approuvé par le ministre.".

Article 3

A l'alinéa 1er, 3°, il y a lieu d'écrire :

"3° de les inciter au respect de la décision d'éloignement qui serait prise à leur égard.".

Article 4

Il est renvoyé à l'observation n° 1 faite sous l'article 2. Les centres visés à l'article 74/5, § 1er, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 précitée ne figurent en effet dans aucune des catégories définies par cet article du projet.

Article 5

Cet article a pour objet de donner une interprétation, non contestable, des dispositions législatives. Il ne constitue pas une mesure d'exécution de celles-ci. Il convient dès lors de l'omettre.

Articles 6 et 7

1. L'énumération des différentes espèces de discrimination ne doit pas être limitative. Il convient dès lors d'insérer le mot "notamment" entre les mots "d'autrui" et "en matière" dans la seconde phrase de l'article 6.

2. Pour la même raison, il convient d'écrire in fine de l'article 7 "sans discrimination aucune" et de supprimer les mots qui suivent.

Article 10

Cette disposition du projet prévoit que les occupants sont soumis à une "fouille approfondie" effectuée par le "personnel de sécurité (du centre) du même sexe que l'occupant ou par un autre membre du personnel du même sexe, auquel cas la fouille est effectuée sous la surveillance du responsable de service.".

La fouille corporelle portant atteinte au droit au respect de la vie privée, elle doit être prévue par la loi qui doit en fixer les conditions, conformément à l'article 22, alinéa 1er, de la Constitution.

Ainsi, les cas et les conditions dans lesquelles des fonctionnaires de police, ou des personnes agissant sous leur responsabilité, peuvent effectuer des fouilles, ont été fixés par le législateur (1).

Le Conseil d'Etat constate qu'en l'état actuel de la législation, "les membres du personnel de sécurité du centre" n'ont pas été investis d'un tel pouvoir par la loi et qu'ils n'ont pas la qualité de fonctionnaire de police au sens de l'article 3 de la loi du 5 août 1992 précitée. Il est dès lors suggéré de modifier la loi de façon à leur conférer valablement un tel pouvoir.

---

(1) Voir l'article 28 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police.
Voir également, pour ce qui concerne les officiers de protection, l'article 25 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité.

Par la même occasion, le législateur devrait préciser la finalité particulière de la fouille en question.

Les mêmes observations valent pour l'article 27.

Article 11

L'article 11 doit être revu à la lecture de l'observation formulée sous l'article 10.

Article 14

Les mots "sauf s'il est constaté que ces documents sont faux ou falsifiés" doivent être omis. Si, en effet, le personnel du centre pense que certains documents qui lui sont remis constituent des faux, ceux-ci ne doivent pas rester consignés au centre, mais être transmis aux autorités judiciaires.

La même observation vaut pour l'article 122, alinéa 2.

Article 24

Il serait souhaitable de prévoir que les occupants ont non seulement le droit de téléphoner dans les limites prévues à l'article 24, mais également qu'ils peuvent, dans les mêmes limites, recevoir des communications téléphoniques de l'extérieur.

Article 28

Il convient de préciser à quelles personnes les données contenues dans le registre peuvent être communiquées (1).

Article 31

L'alinéa 4 est inutile, eu égard à l'article 81, de la loi du 15 décembre 1980 précitée et à l'article 1er, 3° de la loi du 20 juillet 1990 sur la détention préventive.

Article 36

Sauf à limiter très strictement le temps durant lequel les personnes sont détenues dans le centre visé par cette disposition, cette dernière semble constituer une atteinte disproportionnée au respect de la vie familiale des intéressés.

Article 51

Il y a lieu de spécifier davantage les "mesures adéquates" que pourrait prendre le ministre ou son délégué.

---

(1) Voir l'article 5, alinéa 1er, e) de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Article 53

1. L'alinéa 2 est superflu et doit être omis. Le "personnel médical du centre et le médecin attaché au centre" sont, en effet, tenus au secret professionnel par l'article 458 du Code pénal.

2. A l'alinéa 5, il devrait être précisé que le médecin attaché au centre ne peut contester le traitement prescrit par le médecin choisi par l'occupant, qu'à la condition que ce traitement soit de nature à compromettre l'ordre, la sécurité et le bon fonctionnement du centre. Une simple contestation d'ordre médical ne saurait suffire à justifier l'intervention du médecin du centre.

Article 61

La rédaction de cette disposition est ambiguë. Elle laisse entendre que le directeur général disposerait du pouvoir de substituer sa décision à celle de l'autorité qui a pris la mesure d'éloignement ou de détention, de mise à la disposition du Gouvernement ou de maintien, alors qu'il ne détient pas légalement ce pouvoir.

Devraient notamment être précisés les termes "une décision conforme quant à la situation de séjour de l'occupant concerné".

Article 62

L'aide juridique, et la gratuité totale ou partielle de celle-ci, fait l'objet de dispositions légales. Il n'entre pas dans les pouvoirs du Roi d'y déroger ou de les compléter.

La disposition en projet doit, dès lors, se limiter à prévoir que le directeur du centre doit veiller à ce que l'occupant soit en mesure de faire appel à l'aide juridique prévue par la loi.

Article 63

La section de législation n'aperçoit pas pourquoi l'auteur du projet privilégie le recours au téléphone et ne prévoit pas les mêmes règles pour les autres modes de communication avec l'avocat.

Article 83

L'alinéa 3 sera mieux rédigé comme suit :

"Durant les périodes de sommeil et de toilette, les hommes et les femmes sont séparés, sauf s'ils forment un couple marié ou non.".

Quant à l'alinéa 5, il n'est pas conforme à l'article 37, c), de la Convention relative aux droits de l'enfant, en vertu duquel il convient de veiller à ce que :

> "(...) tout enfant privé de liberté soit traité avec humanité et avec le respect dû à la dignité de la personne humaine, et d'une manière tenant compte des besoins des personnes de son âge. En particulier, tout enfant privé de liberté sera séparé des adultes, à moins que l'on estime préférable de ne pas le faire dans l'intérêt supérieur de l'enfant, et il a le droit de rester en contact avec sa famille par la correspondance et par des visites, sauf circonstances exceptionnelles.".

Il convient dès lors de prévoir que les enfants non accompagnés d'un ou de leurs deux parents ou de leur représentant légal, sont séparés des adultes.

Par ailleurs, la section de législation n'aperçoit pas pour quel motif cette disposition du projet utilise l'expression "centre fermé", alors que cette notion n'est ni définie, ni utilisée dans les autres dispositions du projet, ni sur la base de quelle disposition légale une "autorité judiciaire" pourrait "demander" qu'un enfant soit détenu dans un tel centre.

Article 92

L'interdiction de tout achat ou vente entre occupants, sans exception, paraît excessive.

Il y a du reste une contradiction entre cette disposition et l'article 98, § 1er, 4°, qui prévoit une possibilité de dérogation.

Article 93

Même si, comme l'indique cette disposition, le régime disciplinaire vise à "maintenir l'ordre et à garantir la sécurité et le fonctionnement du centre", les "mesures" prises à l'encontre des occupants qui commettent une des "infractions" prévues à l'article 98 du projet s'apparentent à des sanctions, dès lors qu'elles visent à réprimer un comportement.

Il convient dès lors de remplacer les mots "mesures d'ordre" par le terme "sanctions".

Cette observation vaut pour les autres dispositions du projet où les mots "mesures d'ordre" sont utilisés.

Article 95

Cet article est superflu, car il fait double emploi avec les articles 98 et 100.

Article 96

L'alinéa 1er doit être rédigé comme suit :

"Art. 96. Un concours entre une infraction disciplinaire et une infraction pénale n'empêche pas l'exercice de l'action disciplinaire.".

Articles 97 et 100

Ces deux dispositions ont pour objet, notamment, de déterminer les personnes qui peuvent infliger les sanctions. Elles contiennent certaines contradictions (1).

Il y a lieu d'assurer leur concordance.

Article 98

Au paragraphe 1er, 8°, les mots "le fait de ne pas se tenir délibérément à un arrangement conclu volontairement, ce qui compromet le bon fonctionnement du centre, ou un arrangement pour lequel l'Office des étrangers a dû prendre des mesures" sont incompréhensibles.

(1) Comparer, par exemple, l'article 97, § 1er, et l'article 100, alinéa 2.

La section de législation n'aperçoit pas notamment à quels "arrangements" il est ainsi fait référence.

Article 111

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 111. En cas de trouble ou de menace grave pour la sécurité du centre, le directeur prend les mesures que les circonstances et la prudence imposent, sauf à en informer immédiatement le directeur général.".

Article 122

Il est renvoyé aux observations formulées ci-dessus sous les articles 10 et 11.

Article 123

Le mot "insolvable" sera remplacé par le mot "démuni".

Article 132

La disposition examinée laisse dans l'ombre un certain nombre de questions importantes, notamment la place de la Commission dans le déroulement de la procédure

disciplinaire, ainsi que l'étendue de sa compétence par rapport au pouvoir du directeur général et du ministre.

Par ailleurs, il convient de prévoir que l'occupant est informé des suites données à sa plainte.

OBSERVATION FINALE

Dans les articles 43, 44, 52, § 2, 84, 106, 132 et 135 du projet d’arrêté royal, les tirets doivent être remplacés par une division en 1°, 2°, 3° suivie, le cas échéant, d’une subdivision en a), b), c).

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Aangezien om het advies van de Raad van State is verzocht binnen een termijn van één maand, dient het vijfde lid te worden vervangen door de volgende twee leden :

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 31.086/4 van de Raad van State, gegeven op 7 februari 2001, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Dispositief

Artikel 1

Aangezien dit artikel het groeperen beoogt van de definities die noodzakelijk zijn voor de bevattelijkheid van het ontwerpbesluit, zou het wenselijk zijn het aan te vullen met de definitie van het woord "bewoners" waarvan sprake is in artikel 4, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 2

1. Volgens het eerste lid, is het onderhavige ontwerpbesluit van toepassing "op alle plaatsen die ingericht zijn om op permanente wijze gebruikt te worden als één van de plaatsen bedoeld in artikel 74/8 van de wet, met uitzondering van de strafinstellingen.".

Luidens het verslag aan de Koning zou het besluit aldus niet van toepassing zijn op de "centra gelegen in het grensgebied voor vreemdelingen die niet voldoen aan de vereiste voorwaarden om het grondgebied binnen te komen. Het betreft het INAD-centrum (inadmissable passengers).".

Vooreerst behoort erop te worden gewezen dat deze uitzondering niet rechtstreeks uit artikel 2, eerste lid, volgt; ze loeit voort uit de gezamenlijke lezing van deze bepaling met artikel 4. Voor alle zekerheid zou de uitzondering uitdrukkelijk opgenomen moeten worden in artikel 2.

Bovendien is de plaats die gelegen is in het grensgebied waar de vreemdeling wordt vastgehouden die overeenkomstig de wet door de met grenscontrole belaste overheid kan worden teruggedreven, aan de orde in artikel 74/5, § 1, 1°, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. Er wordt dus ook naar verwezen in artikel 74/8, § 2, dat de rechtsgrond van het onderhavige ontwerp vormt.

Ook al is het goed mogelijk dat de Koning, zij het dan in afzonderlijke besluiten, werkingsmaatregelen vaststelt die variëren naar gelang van het type centrum of naargelang van de rechtstoestand van de personen die er verblijven, voor zover de verschillende behandeling die daaruit voortvloeit op redelijke wijze kan worden gerechtvaardigd, toch kan niet worden aanvaard dat de Koning verzuimt de werkingsmaatregelen voor bepaalde centra te definiëren.

Zulks geldt des te meer daar , zoals de afdeling wetgeving erop had gewezen in haar advies 26.967/2, gegeven op 8 juli 1998 over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de algemene principes betreffende het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gesitueerd op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", de regelgevende overheid de positieve verplichting heeft om, wegens het risico van schending van de fundamentele rechten die elke vrijheidsberoving inhoudt, om maatregelen voor de werking vast te stellen die de werkzaamheid van de rechten die aan de gedetineerden verleend worden, waarborgen.

Tenzij wordt aangetoond dat de centra die buiten de werkingssfeer van het onderhavige ontwerp worden gehouden, onder een fundamenteel afzonderlijke regeling moeten

vallen, is artikel 2, eerste lid, discriminerend, aangezien de personen die verblijven in die centra geen waarborgen worden geboden inzake de eerbiediging van hun fundamentele rechten, die gelijkwaardig zijn aan die waarvan sprake is in het ontwerp.

Dat de strafinstellingen buiten de werkingssfeer van het ontwerpbesluit worden gehouden, kan niet zo worden uitgelegd dat het vasthouden van gedetineerden in strafinstellingen wordt toegestaan, uitsluitend omdat zij vallen onder de maatregelen bedoeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980.

2. In het vierde lid behoeft niet te worden voorzien in een afzonderlijke goedkeuring van de directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken, aangezien deze onder het hiërarchische gezag van de minister valt.

Bovendien zijn de woorden "bekrachtigd door de Minister" niet geschikt. Het zou beter zijn deze bepaling als volgt te redigeren :

"Het huishoudelijk reglement wordt goedgekeurd door de minister.".

Artikel 3

In het eerste lid, 3°, schrijve men :

"3° aan te zetten tot naleving van de beslissing tot verwijdering die ten aanzien van hen zou worden genomen.".

.../...

Artikel 4

Er wordt verwezen naar opmerking nr. 1 die gemaakt is onder artikel 2. De centra waarvan sprake is in artikel 74/5, § 1, 1°, van de voormelde wet van 15 december 1980 zijn immers in geen enkele van de in dat artikel van het ontwerp gedefinieerde categorieën opgenomen.

Artikel 5

Dit artikel heeft tot doel een niet betwistbare interpretatie te geven van de wetsbepalingen. Het vormt geen maatregel tot uitvoering ervan. Het dient bijgevolg te vervallen.

Artikelen 6 en 7

1. De opsomming van de verschillende soorten van discriminatie mag niet limitatief zijn. Bijgevolg dient het woord "onder meer" te worden ingevoegd tussen de woorden "eigenheid" en "op godsdienstig" in de tweede zin van artikel 6.

2. Om dezelfde reden schrijve men in artikel 7, in fine, "zonder enig onderscheid" en schrappe men de woorden die erop volgen.

Artikel 10

Deze bepaling van het ontwerp schrijft voor dat de "bewoners" worden onderworpen aan een "grondige fouillering uitgevoerd door het veiligheidspersoneel (van het centrum) van hetzelfde geslacht als de bewoner of door een ander personeelslid van hetzelfde geslacht, in welk geval de fouillering gebeurt onder toezicht van de dienst-verantwoordelijke.".

Aangezien de fouillering afbreuk doet aan het recht op de eerbiediging van het privéleven, moet daarin worden voorzien bij de wet, die de voorwaarden ervan behoort vast te stellen overeenkomstig artikel 22, eerste lid, van de Grondwet.

Zo zijn de gevallen waarin en de voorwaarden waaronder de politieambtenaren of personen die optreden onder hun verantwoordelijkheid, fouilleringen mogen uit-voeren, door de wetgever vastgesteld (1).

De Raad van State stelt vast dat bij de huidige stand van de wetgeving, de wet zulk een bevoegdheid niet heeft opgedragen aan "de leden van het veiligheidspersoneel van het centrum" en dat die leden niet de hoedanigheid hebben

---

(1) Zie artikel 28 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt. Zie eveneens, wat de beschermings-officieren betreft, artikel 25 van de organieke wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlich-tingen- en veiligheidsdienst.

van politieambtenaar in de zin van artikel 3 van de voormelde wet van 5 augustus 1992. Bijgevolg wordt voorgesteld de wet te wijzigen, zodat hen die bevoegdheid op rechtsgeldige wijze wordt verleend.

Bij diezelfde gelegenheid zou de wetgever het specifieke doeleinde van de fouillering in kwestie moeten verduidelijken.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 27.

Artikel 11

Artikel 11 moet worden herzien in het licht van de opmerking die is gemaakt onder artikel 10.

Artikel 14

De woorden "tenzij er is vastgesteld dat deze documenten vals of vervalst zijn" moeten vervallen. Indien het personeel van het centrum namelijk denkt dat bepaalde documenten die het heeft gekregen vals zijn, mogen deze niet in het centrum worden bewaard, maar behoren ze te worden overhandigd aan de gerechtelijke overheden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 122, tweede lid.

Artikel 24

Het zou wenselijk zijn te bepalen dat de bewoners niet alleen het recht hebben om te telefoneren binnen de perken vastgesteld in artikel 24, maar tevens dat ze binnen dezelfde perken, telefoonoproepen mogen ontvangen van buiten.

Artikel 28

Er dient te worden gepreciseerd aan welke personen de in het register vervatte gegevens mogen worden meegedeeld (1).

Artikel 31

Het vierde lid is nutteloos, gelet op artikel 81 van de voormelde wet van 15 december 1980 en op artikel 1, 3°, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

Artikel 36

Tenzij de tijd gedurende welke de personen worden vastgehouden in het in deze bepaling vermelde centrum strikt wordt beperkt, lijkt deze bepaling op een buitensporige wijze afbreuk te doen aan de eerbiediging van het gezinsleven van de betrokkenen.

---

(1) Zie artikel 5, eerste lid, e) van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Artikel 51

De "gepaste maatregelen" die de minister of zijn gemachtigde zou kunnen nemen zouden nader gespecificeerd moeten worden.

Artikel 53

1. Het tweede lid dient als overbodig te vervallen. Voor het "medisch personeel van het centrum en de aan het centrum verbonden geneesheer" geldt het beroepsgeheim immers krachtens artikel 458 van het Strafwetboek.

2. In het vijfde lid zou moeten worden vermeld dat de aan het centrum verbonden geneesheer de behandeling die is voorgeschreven door de geneesheer die de bewoner heeft gekozen alleen mag betwisten op voorwaarde dat die behandeling de orde, de veiligheid en de goede werking van het centrum in het gedrang kan brengen. Een loutere betwisting van medische aard kan niet volstaan om het optreden van de geneesheer van het centrum te rechtvaardigen.

Artikel 61

De redactie van deze bepaling is dubbelzinnig. Ze laat verstaan dat de directeur-generaal zou beschikken over de bevoegdheid om zijn beslissing in de plaats te stellen van die van de overheid die de maatregel tot verwijdering,

opsluiting, terbeschikkingstelling van de Regering of vasthouding heeft genomen, terwijl hij wettelijk die bevoegdheid niet heeft.

Inzonderheid de woorden "een overeenkomstige beslissing (...) aangaande de verblijfstoestand van de betrokken bewoner" dienen te worden verduidelijkt.

Artikel 62

De rechtshulp en de gehele of gedeeltelijke kosteloosheid ervan, worden geregeld in wetsbepalingen. Het behoort niet tot de bevoegdheid van de Koning daarvan af te wijken of ze aan te vullen.

Bijgevolg behoeft de ontworpen bepaling alleen te bepalen dat de directeur van het centrum erop moet toezien dat de bewoner in de gelegenheid wordt gesteld een beroep te doen op de rechtshulp waarin de wet voorziet.

Artikel 63

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom de steller van het ontwerp de voorkeur geeft aan het gebruik van de telefoon en niet voorziet in soortgelijke regels voor de andere wijzen van communicatie met de advocaat.

Artikel 83

Het zou beter zijn het derde lid als volgt te redigeren :

"Mannen en vrouwen worden gescheiden bij slaap- en sanitaire aangelegenheden, tenzij ze een al dan niet gehuwd koppel vormen.".

Het vijfde lid van zijn kant is niet conform artikel 37, c), van het Verdrag inzake de rechten van het kind, krachtens hetwelk erop moet worden toegezien dat :

> "(...) ieder kind dat van zijn vrijheid is beroofd, wordt behandeld met menselijkheid en met eerbied voor de waardigheid inherent aan de menselijke persoon, en zodanig dat rekening wordt gehouden met de behoeften van een persoon van zijn leeftijd. Met name wordt ieder kind dat van zijn vrijheid is beroofd, gescheiden van volwassenen tenzij het in het belang van het kind wordt geacht dit niet te doen, en heeft ieder kind het recht contact met zijn familie te onderhouden door middel van briefwisseling en bezoeken, behalve in uitzonderlijke omstandigheden.".

Bijgevolg dient te worden bepaald dat kinderen die niet vergezeld zijn van één of beide ouders of van hun wettelijke vertegenwoordiger, gescheiden worden van de volwassenen.

Bovendien is het de afdeling wetgeving niet duidelijk waarom in deze bepaling van het ontwerp de uitdrukking "gesloten centrum" worden gebruikt, terwijl dit begrip niet wordt gedefinieerd noch gebruikt in de andere bepalingen van het ontwerp, en evenmin op grond van welke wetsbepalingen een "gerechtelijke overheid" zou kunnen "vragen" dat een kind in zo'n centrum wordt opgesloten.

Artikel 92

Het verbod aan de bewoners om onder elkaar goederen te kopen en te verkopen, zonder uitzondering, lijkt overdreven.

Overigens is deze bepaling in tegenspraak met artikel 98, § 1, 4°, dat voorziet in een mogelijkheid om daarvan af te wijken.

Artikel 93

Zelfs indien, zoals in deze bepaling wordt vermeld, de tuchtregeling ertoe strekt "de orde te handhaven en de veiligheid en de werking van het centrum te vrijwaren", hebben de "maatregelen" die genomen worden tegen bewoners die een van de "inbreuken" begaan vermeld in artikel 98 van het ontwerp, veel weg van straffen, aangezien ze ertoe strekken een gedrag te bestraffen.

Het woord "ordemaatregelen" dient bijgevolg vervangen te worden door het woord "straffen".

Deze opmerking geldt voor de overige bepalingen van het ontwerp waarin het woord "ordemaatregelen" wordt gebruikt.

Artikel 95

Dit artikel is overbodig daar het een doublure vormt met de artikelen 98 en 100.

Artikel 96

Het eerste lid moet worden geredigeerd als volgt :

"Art. 96. Een samenloop van een tuchtrechtelijke overtreding en een strafbaar feit staat er niet aan in de weg dat een tuchtvordering wordt ingesteld.".

Artikelen 97 en 100

Deze twee bepalingen hebben onder meer tot doel vast te stellen welke personen straffen mogen opleggen. Ze bevatten een aantal tegenstrijdigheden (1).

---

(1) Vergelijk bij voorbeeld, artikel 97, § 1, en artikel 100, tweede lid.

Ze dienen onderling in overeenstemming te worden gebracht.

Artikel 98

In paragraaf 1, 8°, zijn de woorden "het zich opzettelijk niet houden aan een vrijwillig gemaakte afspraak, waardoor de goede gang van zaken van het centrum in het gedrang komt, of aan een afspraak waarvoor de Dienst Vreemdelingenzaken maatregelen diende te nemen" onbegrijpelijk.

Het is de afdeling wetgeving inzonderheid niet duidelijk naar welke "afspraken" aldus wordt verwezen.

Artikel 111

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te redigeren :

"Art. 111. Bij ernstige verstoring van de orde of wanneer de veiligheid van het centrum ernstig bedreigd wordt, neemt de directeur de maatregelen die de omstandigheden en de voorzichtigheid vereisen, met dien verstande dat hij de directeur-generaal daarvan onmiddellijk kennis geeft.".

Artikel 122

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die hierboven zijn gemaakt onder de artikelen 10 en 11.

Artikel 123

In de Franse tekst moet het woord "insolvable" vervangen worden door het woord "démuni".

Artikel 132

De onderzochte bepaling laat een aantal belangrijke kwesties onbesproken, onder meer de rol van de commissie in de afwikkeling van de tuchtrechtelijk procedure, alsmede de omvang van haar bevoegdheid ten opzichte van de bevoegdheid van de directeur-generaal en van de minister.

Bovendien dient te worden bepaald dat de bewoner wordt ingelicht van het gevolg dat gegeven is aan zijn klacht.

SLOTOPMERKING

In de artikelen 43, 44, 52, § 2, 84, 106, 132 en 135 van het ontwerp van koninklijk besluit, moeten de streepjes vervangen worden door een indeling in 1°, 2°, 3° in voorkomend geval gevolgd door een onderverdeling in a), b), c).

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président de chambre, kamervoorzitter,
	P. LIENARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
	F. DELPEREE, B. GLANSDORFF,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier, griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

C. GIGOT

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. ANDERSEN